

Extraits du discours de M. Raymond FORNI

Président de l'Assemblée nationale

Mesdames, Messieurs les élus, Madame la Présidente d'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers amis, c'est toujours pour moi un plaisir d'accueillir ici, dans cette maison, ceux qui souhaitent s'intéresser à une grande cause. La maison de démocratie, que j'ai l'honneur aujourd'hui de présider, est la maison de tous. Ne vous étonnez donc pas si vous y êtes accueillis chaleureusement, d'autant plus que j'ai l'honneur d'ouvrir les Cinquièmes Etats Généraux des Elus Locaux contre le Sida.

(...) Dans leurs communes et leurs circonscriptions, avec les associations de malades et les professionnels de santé, dans les mairies, dans les écoles, les élus locaux ont eux aussi le devoir de relancer des campagnes locales pour mettre en œuvre des projets de prévention et d'assistance. Cela signifie évidemment travailler en étroite collaboration avec le tissu associatif, dont on sait qu'il est indispensable. On ne lutte pas contre cette épidémie sans l'opinion et le soutien des associations, qui les premières ont porté ce grand combat, et plus largement sans l'engagement de tous ceux qui sont concernés par le Sida, et nous le sommes tous d'une manière ou d'une autre.

(...) Il n'est pas facile, par exemple, sur le lieu de travail comme en famille, de prendre des médicaments quand l'entourage ignore la séropositivité. Je plaide donc pour un aménagement des conditions de travail, un développement du soutien psychologique, un meilleur accès aux allocations et aux subventions dont doivent bénéficier ceux qui sont atteints par le virus du Sida. Ces mesures d'accompagnement social m'apparaissent comme de nouvelles priorités sans lesquelles la prise en charge médicale de la maladie est illusoire.

Aux contraintes et à l'usure qu'engendrent des traitements longs et lourds s'ajoutent aussi, aujourd'hui encore, les exclusions. Aujourd'hui, certes, les actes de discrimination envers des personnes séropositives ou malades sont heureusement moins fréquents, mais ils existent encore. Ces personnes demeurent menacées par des situations d'exclusion dans leur vie quotidienne : rupture des liens amicaux ou sociaux, interruption volontaire ou subie des parcours professionnels, impossibilité de souscrire une assurance, refus

de prêts dans les banques... La liste pourrait malheureusement être plus longue. Ces discriminations insidieuses, qui frappent les plus faibles, sont intolérables dans un pays dont les valeurs sont précisément la tolérance, l'égalité, la fraternité.

Mais il y a plus grave encore : l'accès au dépistage et au traitement est difficile, voire impossible, pour tous ceux qui se trouvent dans des situations de précarité extrême. Comment prendre des médicaments en respectant des horaires stricts quand le repas n'est pas pris à heure fixe -ou pire, s'il est inexistant-, quand on est sans ressources, quand on vit dans la rue ? Les plus pauvres, les plus démunis, les plus défavorisés devraient-ils renoncer aux soins faute d'information et de moyens ? Ce n'est évidemment pas acceptable.



De gauche à droite : Jean-Luc Romero, Raymond Forni, Jean-Paul Huchon, Pr Willy Rozenbaum.

Vaincre le Sida, c'est aussi lutter contre les inégalités, la précarité, les exclusions. Nous, responsables politiques, devons être au premier rang du combat social contre la maladie.

(...) La santé publique n'est plus une affaire nationale : elle exige une action planétaire. Les traitements s'arrêtent aujourd'hui aux frontières du développement. Le virus, lui, les ignore. Neuf dixièmes des médicaments antiviraux au Nord, neuf dixièmes des malades au Sud : cela résume la situation à laquelle nous sommes confrontés, et cette situation est le résultat, nous le savons bien, d'un égoïsme qui peut apparaître, en tout cas à mes yeux, irresponsable. En effet, comment vouloir maîtriser une pandémie sans se préoccuper des pays qui sont les plus touchés ?

(...) J'ai la conviction que nous devons aussi inscrire la lutte contre le Sida dans le cadre des accords de coopération décentralisée avec les pays du Sud, pour accompagner notre politique de soutien au développement, et, bien sûr, chaque élu doit s'attacher à pro-

mouvoir les actions de jumelage entre nos collectivités locales et les communes africaines. Elu du Territoire de Belfort et maire d'une petite ville de sept mille habitants, maire de Delle, je suis particulièrement fier du dynamisme de notre département, jumelé avec deux régions du Burkina-Faso, où 14 % de la population sont infectés par le VIH. J'espère que chaque commune belfortaine, soutenant cette initiative au niveau départemental, pourra bientôt être officiellement jumelée avec un village burkinabé afin de renforcer notre coopération. Et d'autres collectivités, toutes les autres, devraient suivre ce combat que nous menons pour faire reculer le sous-développement, pour faire reculer cette maladie en Afrique.

Avant de conclure, je voudrais vous rappeler que le Conseil national du Sida rendait le 13 novembre dernier un avis sans équivoque sur l'impérieuse nécessité d'offrir aux pays en voie de développement l'accès aux traitements antiviraux. Tous ici, nous savons les difficultés et les obstacles qui empêchent ou ralentissent ce progrès. Mais nous ne devons pas désespérer de l'avenir. Les travaux de la conférence de Durban, qui s'est tenue en juillet dernier, invitent à l'optimisme. Nous savons aujourd'hui que certains pays des zones les plus défavorisées, le Brésil, l'Afrique du Sud ou l'Inde, possèdent les moyens technologiques de développer des versions génériques des antiviraux, donc à moindre coût. J'y vois une formidable occasion de permettre un accès généralisé aux traitements dans les pays les plus pauvres et les plus touchés par l'épidémie. Ne la laissons pas passer.

N'oublions pas que l'urgence sanitaire doit prévaloir sur les arguments juridiques et, permettez-moi de le dire, sur les calculs économiques, car nous sommes tous concernés par ce fléau. Le Sida est un sujet de santé publique et non un enjeu commercial. Ensemble, nous devons nous engager clairement dans cet effort de solidarité internationale, et chaque fois que l'occasion nous en est donnée redisons que le Sida ne peut être l'objet de marchandages ou de profits pour un certain nombre d'entreprises, notamment celles relevant du secteur de la pharmacie. (...)

Message de M. Jacques CHIRAC, Président de la République

« J'adresse mes chaleureuses salutations à chacune et chacun d'entre vous, réunis aujourd'hui à l'occasion des cinquièmes Etats Généraux des Elus Locaux contre le Sida, quelques jours après la journée mondiale contre le Sida.

Les études les plus récentes mettent en évidence l'évolution de la maladie dans le monde, les nouveaux enjeux de la prévention, les progrès des traitements mais aussi, hélas, les limites d'une mobilisation qui n'est pas encore assez active sur le plan international.

En France aussi le Sida, qui a fait 35 000 victimes depuis le début de l'épidémie, tue toujours et malgré les réels progrès enregistrés au cours des dernières années, le nombre de contaminations annuelles demeure élevé.

Une mobilisation de tous reste donc de mise.

Les élus locaux ont très tôt répondu présents à l'appel des malades, de leurs familles et des associations. Ils ont fait leur ce combat essentiel, apportant une contribution généreuse, efficace et imaginative à l'action nationale engagée par les pouvoirs publics. L'information et la prévention, l'accompagnement et le soutien des malades et de leurs familles sont autant de domaines dans lesquels l'intervention des élus locaux est essentielle.

Aujourd'hui, le logement et le retour à l'emploi constituent des enjeux majeurs que les élus et les associations tentent de relever. Leurs initiatives doivent être encouragées

afin d'éviter qu'à la souffrance physique et psychologique s'ajoute une précarité matérielle insupportable.



L'attention des Elus Locaux contre le Sida à l'ensemble des aspects de la lutte contre la maladie a pris, face à la progression dramatique du Sida dans le monde, une dimension internationale.

Déjà réalisée en Ile-de-France, promue dans l'ensemble de nos régions par votre association, l'inscription d'un volet Sida dans les accords de coopération décentralisée permettra de développer et de mieux organiser des projets concrets d'assistance dans les pays les plus touchés.

Je veux saluer cette initiative car elle fait écho aux appels réguliers de la France pour que s'organise et s'intensifie la solidarité mondiale contre le Sida. Dès 1997, nous avons dit qu'il ne pouvait y avoir deux

manières de lutter contre le Sida : le traitement au nord, la prévention au sud. Nos propositions font leur chemin et des initiatives sont prises pour faciliter l'accès des populations les plus pauvres aux nouveaux médicaments. Je me réjouis de cette évolution que la France encourage sans relâche auprès de ses partenaires, et à laquelle elle apporte avec générosité et détermination sa propre pierre.

Mesdames et Messieurs, votre engagement me touche. Il témoigne de la haute idée que vous vous faites de votre mission. Il honore également la France, à la pointe d'un combat qui engage notre conception de l'homme et de sa dignité.

Aussi, je souhaite remercier chaleureusement chacune et chacun d'entre vous pour votre mobilisation et je forme le vœu que vos travaux rencontrent un large écho. »

Jacques CHIRAC

SPÉCIAL 5^{èmes} ETATS GÉNÉRAUX D'ELCS

Ce numéro d'ELCS INFOS est consacré aux 5^{èmes} Etats Généraux d'ELCS qui se sont déroulés le 9 décembre 2000 à l'Assemblée Nationale, sous le haut patronage de Raymond FORNI, Président de l'Assemblée nationale, et de Dominique GILLOT, ancienne secrétaire d'Etat aux personnes âgées et aux handicapés. Cette manifestation avait pour thème : « Mettre le Sida au cœur de la campagne des élections municipales ». Aux côtés des quatre principaux candidats à la Mairie de Paris, nous avons réussi à rassembler un large éventail de personnalités du milieu politique, associatif et médical qui ont ensemble démontré la nécessaire implication et collaboration des acteurs dans la lutte contre le sida.

Et toujours plus d'actualités sur le site : <http://www.vih.org/elcs>

Nous avons besoin de vous ! Adhérez à ELCS

150 F : Elus non indemnisés - 200F : Elus indemnisés - 300F et plus : autres

SOMMAIRE

Message de M. Jacques Chirac	1
Extrait du discours de M. Raymond Forni	2
Extrait du discours de M. Bertrand Delanoë - Actualités	3
Actualités (suite)	4
Le calendrier du Président	4

Directeur de la publication :
Jean-Luc ROMERO
Secrétariat de rédaction :
Lucie MARTINET

Diffusion : 6000 exemplaires
Imp. ARLYS - 01.34.53.62.69

ACTUALITES - ACTUALITES - ACTUALITES

• **Dominique VERFAILLE**, maire de Capinghem, a été nommé délégué départemental d'ELCS pour le Nord (59).

• **L'implication des régions françaises dans la lutte contre le Sida au niveau international.**

Depuis, le mois de juillet dernier, Jean-Luc

ROMERO, qui a fait voter un amendement Sida dans les accords de coopération décentralisée de la région Ile-de-France avec les autres régions du monde, demande à toutes les régions françaises de prolonger cette initiative. Cet appel à une mobilisation des régions dans la lutte internationale contre le Sida commence à porter ses fruits. En effet, le 8 décembre dernier, le Conseil

régional PACA a voté une motion « relative à l'adoption d'un volet sida dans les accords de coopération décentralisée de la région PACA avec les collectivités territoriales des pays du sud de la Méditerranée ». Le 14 décembre, ce fut au tour de la région Franche-Comté de voter un amendement Sida.

Informations : 01 42 72 36 46.

LE CALENDRIER DU PRESIDENT

9 janvier 2001 : Participation à la conférence de presse organisé par SOLIDARITE SIDA pour la nuit de l'Humour (75).

11 janvier 2001 : Réunion du bureau du CRIPS Ile-de-France (75).

16 janvier 2001 : Réunion départementale d'ELCS à Clermont-Ferrand (63).

1^{er} février 2001 : Participation d'ELCS à la rencontre sur la réduction des risques de transmission du VIH par voie sexuelle organisée par le comité Aides Ile-de-France à la Mairie du 4^e arrdt de Paris (75).

10 février 2001 : Participation à la conférence pour les Solidarités au Conseil régional d'Ile-de-France (75).

17 mars 2001 : Participation à la réunion Sida organisée par le CGL à Paris (75).

19 mars 2001 : Visite de la boutique Beau Repère dans le 11^e arrdt de Paris (75).

22 mars 2001 : Participation à la rencontre organisée par IKAMBERE et BMS sur le thème : "Femmes, précarité et VIH" à l'Espace St-Martin (75).

27 mars 2001 : Visite de la Boutique du 18^e arrdt de Paris (75).

30 mars 2001 : Réunion du bureau d'ELCS au Conseil régional d'Ile-de-France et participation à la Nuit de l'humour organisé par Solidarité Sida.

7 avril 2001 : Participation au colloque sur les discriminations liées aux orientations sexuelles organisé par le CGL au Sénat.

17 avril 2001 : Participation à la 4^e réunion de concertation sur la stratégie de prévention VIH/Sida 2001-2003 organisée par la DGS (75).



De gauche à droite : Didier Jayle, Sheila, Jean-Luc Romero, Dominique Gillot, Nicole Maestracci.

20 avril 2001 : Journée départementale d'ELCS à Metz (57).

24 avril 2001 : Journée départementale d'ELCS à Ajaccio (2A).

26 avril 2001 : Bureau du CRIPS Ile-de-France et participation à l'observatoire de

la pauvreté du Samu Social.

27 avril 2001 : Journée départementale d'ELCS à Rennes (35).

28 avril 2001 : Participation à l'Assemblée générale de Aides Ile-de-France

30 avril 2001 : Visite du service Santé de la Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (91).

15 mai 2001 : Journée départementale d'ELCS à Pau (64).

17 mai 2001 : Intervention à la journée d'information pour les élus locaux et les responsables d'actions de santé

29 mai 2001 : Bureau d'ELCS et sortie officielle des actes au CRIPS Ile-de-France.

1^{er} juin 2001 : Journée départementale d'ELCS à Montpellier et participation à la Gay Pride de Montpellier le lendemain.

6 juin 2001 : Journée départementale d'ELCS à Nantes.

8 juin 2001 : Journée départementale d'ELCS à Toulouse et participation à la Gay Pride de Toulouse le lendemain.

15 juin 2001 : Journée départementale d'ELCS à Grenoble (38).

29 juin 2001 : Journée départementale d'ELCS à Marseille et participation à la Gay Pride de Marseille le lendemain.

Extraits du discours de M. Bertrand DELANOË

Maire de Paris



(...) Mesdames et Messieurs, je trouve normal et pertinent que vous ayez décidé pour le colloque de cette année de placer l'enjeu des prochaines municipales pendant trois ans sur la lutte contre le Sida. Je trouve cela très bien, et en même temps permettez-moi d'avoir quelque prudence par rapport à la connotation électoraliste de tous nos propos. Dans cette matière-là je crois à la cohérence des engagements pour les valeurs, à la crédibilité des actes posés dans le passé et qui donne quelque espoir pour les actes à poser dans l'avenir. Non pas que je récuse les conversions tardives : je les accepte. Mais je voudrais qu'elles durent au delà de trois mois.

(...) Donc, pour ma part, et j'en ai fait l'expérience dans cette association, la lutte contre le Sida n'est pas une question qui concerne les enjeux politiques. C'est ce que des élus de droite comme de gauche font réellement, les engagements qu'ils prennent et les actes qu'ils posent, pas sur les tréteaux mais dans la gestion de leur commune ou de leur département.

Alors, d'abord, lutter contre le Sida, c'est porter des valeurs. C'est porter des valeurs puisque, on le sait bien, cette

maladie porte tous les tabous, le sexe, l'homosexualité, la drogue, tout ce qui dérange les bien-pensants. Le premier devoir des femmes et des hommes publics, c'est d'oser aborder ces sujets en ayant un discours de la franchise et un discours de la liberté. On ne peut pas être efficace pour lutter contre le Sida si l'on n'est pas d'abord efficace du point de vue d'un certain nombre de principes et de valeurs philosophiques qui s'appellent la défense de la liberté et la défense de l'égalité et de la justice.

(...) Le maire de Paris n'a pas besoin de tenter de concurrencer le Gouvernement sur la politique étrangère ; il suffit qu'il aime sa ville et qu'il s'aperçoive qu'elle a un potentiel de coopération internationale dans tous les domaines, culturel, économique, considérable pour jouer un rôle international.

Donc je pense à des quantités de domaines de coopération mais je pense à la coopération dans la lutte contre le Sida, en particulier avec les grandes villes d'Afrique, qu'il s'agisse de prévention, qu'il s'agisse de soins, qu'il s'agisse d'aide à l'installation de certains centres de dépistage dont Paris peut s'honorer, au lieu de gaspiller des dizaines de millions de francs dans des associations interna-

tionales qui ne font rien à part payer des voyages à des élus du monde entier. Oui, il y a un investissement intelligent à faire pour la Ville en établissant des coopérations, des partenariats dans la lutte contre le Sida, en particulier avec les villes d'Afrique.

Et mon dernier mot : j'aime Paris ville ouverte, j'aime Paris multiculturel. Quand Paris lutte contre le Sida, Paris lutte contre le Sida sans distinguer la couleur de la peau et l'origine de celles et ceux qui vivent dans notre ville. Cela s'appelle l'accueil des étrangers. Cela veut dire que l'on ne renvoie pas un malade du Sida étranger dont les papiers ne sont pas en règle quand on sait que son renvoi va le mettre dans une situation de santé grave. Bref, voilà, c'est une manière d'aimer Paris et d'aimer la ville.

ACTUALITES - ACTUALITES - ACTUALITES

• **Le rapport d'activités pour l'exercice 2000 d'ELCS ainsi que la revue de presse sont disponibles.**

Ces documents vous permettent ainsi d'être informé(e) de l'ensemble de nos manifestations à Paris et en Province. Les responsables d'ELCS sont venus à la rencontre

des élus et des associations afin de dresser un bilan sur l'état du Sida et des mesures prises contre cette maladie dans leurs départements français. ELCS a ainsi soutenu et organisé une cinquantaine d'événements au cours de l'année dernière ce qui lui a permis de parcourir la quasi totalité du

territoire français.

• **Frédéric TSITSONIS**, conseiller municipal de Montpellier, vient d'être nommé délégué départemental d'ELCS pour l'Hérault. Il aura la charge d'organiser une journée départementale d'ELCS à Montpellier le 1^{er} juin prochain.

COUPON-RÉPONSE

à adresser à ELCS - 84, rue Quincampoix, 75003 PARIS - Tél. : 01 42 72 36 46 - Fax : 01 42 72 37 57 - E-Mail : elcs@wanadoo.fr

NOM : PRENOM :

ADRESSE : VILLE :

MANDAT(S) :

- Souhaite adhérer à ELCS(150 francs, élus non indemnisés / 200 francs, élus indemnisés / 300 francs et plus : soutien).
- Souhaite recevoir les Actes des 5^{èmes} Etats Généraux (ci-joint 50 francs à l'ordre d'ELCS).
- S'abonne à "ELCS Infos" (300 francs individuels - 500 francs institutionnels).
- Souhaite recevoir le rapport d'activités 2000 d'ELCS.

Merci aux parrains d'ELCS:



MILDT

Sortie le 7 juin 2001 du livre de Jean-Luc ROMERO « On m'a volé ma vérité » aux éditions du Seuil. Lors des déplacements d'ELCS, à partir de juin, Jean-Luc ROMERO est à votre disposition, si vous le souhaitez, pour toute signature ou événement autour de son livre qui évoque notamment la création d'ELCS. N'hésitez pas à prendre contact avec ELCS.

La sortie des actes des 5^{èmes} Etats Généraux d'ELCS se déroulera le Mardi 29 mai 2001 sous la présidence de SHEILA au CRIPS Ile-de-France (Tour Maine-Montparnasse). Vous pouvez dès aujourd'hui les réserver en contactant ELCS ou en retournant le coupon-réponse de la dernière page.